



DOSSIER

Tous pour le service public

L'idée dominante voudrait qu'il y ait trop de fonctionnaires, trop de service public et qu'ils seraient la cause de l'augmentation des impôts. La réalité est toute autre et il est grand temps qu'une prise de conscience s'installe.

LIRE LE DOSSIER PAGE 3

Page 2

TRANSPORTS : EN TRAIN DE CHANGER ?

"ET SI L'ON RÉOUVRAIT LA LIGNE GIVORS-GORGE-DE-LOUP ?"

LE CITOYEN

"LE MONDE APPARTIENT À CELUI QUI EST DEBOUT"

MENSUEL D'OPINION

www.le-citoyen.org | NUMÉRO 3 | Février 2005

Des vœux pour un monde citoyen



Plus de 70 personnes avaient répondu à l'invitation de notre journal pour cette première présentation de ses vœux. Deux mois après la création de l'association et du mensuel **Le Citoyen** la preuve est désormais faite qu'il y a une véritable demande de voir se fédérer les idées et les moyens pour combattre la politique ultralibérale relayée par l'UMP locale et le député G. Fenech. C'est entouré de nombreux amis, militants et des membres du bureau que Daniel ROYER, au nom de l'association, a présenté des vœux pour un monde meilleur. Il a notamment appelé à un grand rassemblement, à gauche, pour faire échec à la « constitution » européenne porteuse de tous les libéralismes. Le président a également insisté sur la nécessité d'élargir l'association à l'agglomération et au-delà pour créer un véritable mouvement populaire capable de s'opposer à l'ensemble des coups portés contre les entreprises, le service public, la santé, etc. Face à un Etat qui met sa puissance, non plus au service de l'être humain, mais de la finance et des multinationales, **Le Citoyen** se range aux côtés de celles et ceux qui ont décidé d'agir... et ils sont nombreux, concluait-il. ■

RENCONTRES CITOYENNES

LA PRISON, ENTRE DISCOURS SÉCURITAIRE ET PRIVATISATION

GRIGNY LE 23 MARS 2005, 18H30
CENTRE ÉDOUARD-BRENOT

La voix de son maître

Une belle unanimité s'est faite, sur les écrans de nos télévisions, pour bien nous expliquer que, la privatisation de La Poste - entre autres - était une évidence dictée par... une directive européenne. Et chacun des exploitants privés, déjà en place, a eu droit à sa petite présentation avec prise de parole pour expliquer, à mots à peine voilés, qu'il y avait du fric à faire et que donc, ils étaient là pour ça mais que ce n'était pas si grave puisque La Poste conservait la distribution des plis de moins de 20 grammes.

A aucun moment ces belles âmes ne nous ont évoqué un quelconque service rendu à la population et on les comprend puisqu'ils se sont engouffrés dans la partie rentable de l'acheminement du courrier, en l'occurrence les colis et autres petits paquets à livrer, rapidement de préférence.

Le reste, tout le reste - comprenez ce qui coûte beaucoup et ne rapporte rien - est laissé pour quelques années encore au service public, le temps que l'utilisateur s'habitue bien à cette pénurie - avant de devenir « client » - et que la « concurrence » s'organise. Rassurez-vous, la logique sera préservée et ce ne sont pas les usagers qui vont tirer quelque bénéfice que ce soit de cette nouvelle donne surtout s'ils habitent une petite commune.

Ce qui est vrai pour La Poste l'est aussi pour la fonction publique territoriale, les hôpitaux, les chemins de fer, l'éducation nationale, etc. Tout est affaire d'argent et de rentabilité immédiate ou à court terme. Les services postaux anglais ne sont-ils pas cotés en bourse !

Il y a dans cette façon d'appréhender l'organisation de notre société et dans cette soumission indécente au pouvoir économique et financier une sorte de détournement du suffrage universel qui ne grandit pas les élus politiques qui s'y prêtent et qui soutiennent ce gouvernement.

Quand la loi trahit les hommes, qu'elle ne représente plus l'intérêt général mais les intérêts d'une minorité contre l'intérêt général, on a alors le devoir civique, de la combattre dans un premier temps, puis, faute d'être entendu, de lui désobéir. Surtout quand il y va de l'avenir des générations futures.

RENÉ BALME

SOMMAIRE

L'AGGLOMÉRATION	PAGE 2
LE DOSSIER	PAGE 3
L'ACTUALITÉ	PAGE 4

en bref

LE PS PÊTE LES PLOMBES

Il est quelques vérités premières que la section PS de Givors/Grigny n'aime vraiment pas entendre. Mis face à leurs contradictions par le Maire de Grigny dans un droit de réponse qu'il a envoyé à notre confrère *Le Progrès*, les camarades sociaux-démocrates, loin de lui répondre sur le fond, se sont fendus d'un courrier à l'argumentaire d'un autre temps. Faut-il voir dans cette réaction épistolaire, d'où la réflexion politique est absente, l'oeuvre de l'ensemble des militants socialistes de Givors et Grigny ou la volonté affichée par quelques uns de saborder le travail collectif réalisé tant dans les villes qu'à la communauté de communes ?

Le Citoyen penche pour la deuxième affirmation.

FENECH APPLAUDIT BALME

Image sublime et insolite lors de la présentation des vœux du Maire et de la municipalité de Grigny. Georges Fenech, qui n'a pas réédité son départ précipité, a applaudi le discours humaniste et sans concession de René Balme. Certains élus grignerots de droite sont, en revanche, restés impassibles, les mains au fond des poches.

Le Citoyen les en excuse bien charitablement, puisque Bernard Chipier nous a démontré, lors d'un dernier conseil municipal, qu'il avait mis plus de 6 mois à comprendre les dangers que représente l'AGCS. On peut espérer, donc, qu'ils aient compris toute la subtilité des propos du Maire... au début de l'été.

IMPÔTS... DE BANANE

L'unanimité s'est faite, à l'exception de l'UMP, pour dire que tous les impôts locaux allaient augmenter en 2005 du fait des transferts de charges induits par la « décentralisation ».

Michel Mercier Président du conseil général s'insurge contre l'absence de moyens mis en face des nouvelles compétences attribuées aux départements tandis que Jean-Jack Queyranne accuse le gouvernement de charger les régions pour diminuer le budget de l'Etat. Il est vrai que Chirac dans sa course effrénée aux promesses affirme que les impôts sur le revenu vont baisser de... plus que ça ! Le train de vie de l'Etat n'ayant pas tendance à diminuer, au contraire, et le principe des vases communicants, toujours d'actualité, il faudra bien que quelqu'un paye. La réponse est contenue ci-dessus, mais on peut y ajouter tous les autres prélèvements (insidieux) obligatoires qui ne vont pas en diminuant : la CSG, le forfait hospitalier, les différentes taxes sur les produits pétroliers, etc.

L'EXIGENCE FORTE D'UN RÉSEAU DE TRANSPORTS EN COMMUN EFFICACES

Le train-train quotidien des usagers de la SNCF ne va pas de soi quand on est Grignerot et que l'on souhaite se rendre dans l'Est ou le Sud-Est Lyonnais. Gare à l'usager qui raterait son train à 8 heures : le suivant ne s'arrête en gare du Sablon qu'à 11h25 !

DOMICILE-TRAVAIL

Il est des incohérences qui laissent pantois : l'Est lyonnais compte parmi les zones industrielles les plus actives de la grande région et, à ce titre, emploie dans les ZI de Corbas, Saint-Priest et autre Vénissieux, plusieurs milliers de salariés. Si ces derniers résident dans la grande agglomération lyonnaise, l'accès à leur lieu de travail ne pose aucun problème, métro, bus desservant parfaitement le secteur.

PAS CADENCÉE

En revanche, le Grignerot, non motorisé, devra s'armer de patience puisqu'il devra composer avec une desserte de la gare du Sablon pas véritablement cadencée et compter, entre le train et les bus, plus d'une heure pour n'effectuer en réalité qu'une petite vingtaine de kilomètres. Si le salarié, qui a, dans la majorité des cas, des horaires relativement fixes, pourra s'arranger de cette situation, en revanche, il n'en est pas de même pour tous ceux dont les horaires sont plus élastiques ou qui travaillent dans des secteurs d'activités aux horaires variables. Ainsi, l'infortuné étudiant, dont les heures de cours suivent une courbe aléatoire devra, s'il a cours à 10 ou 11 heures par exemple, prendre le train de 8h07 ou accepter d'arriver systématiquement en retard puisque aucun train n'est disponible, pour Lyon, avant 11h25 !

L'honnêteté force à reconnaître que la SNCF n'est pas forcément responsable de cette situation puisque les lignes desservant les



TER en gare de Grigny-le-Sablon.

gares de Part-Dieu ou Perrache sont en effet quasiment saturées.

En revanche, la responsabilité de la société de chemin de fer est engagée lorsqu'elle se refuse, sous couvert de contraintes budgétaires, à rouvrir la ligne Givors-Gorge de Loup, notoirement sous exploitée, alors même que son rôle de service public devrait la conduire à envisager ses missions en parallèle, si on peut dire, de considérations financières et ne pas placer, à priori, les dites comme fondamentales. De plus, à l'heure où chacun s'alarme à juste titre de la pollution causée par un trafic automobile toujours plus dense, alors même que chaque matin, traverser Vernaison avant d'accéder à l'A7 prend au bas mot une quinzaine de minutes et que le transport en com-

mun est véritablement considéré comme l'alternative à cet ensemble de problèmes - sur les plans économique, écologique, sur ceux de la commodité ou de la rapidité - rien aujourd'hui ne permet de penser que les pouvoirs publics souhaitent faire coïncider les grandes déclarations de principes et la réalité du terrain. Il est vrai cependant que, dans la nouvelle majorité au conseil régional, il en est qui s'efforcent actuellement d'amener la SNCF à reconsidérer ses positions sur la ligne Givors-Gorge de Loup.

LES TCL À GRIGNY ?

Reste qu'une alternative, en matière de transport, se dégagera si, comme cela semble engagé, les ville de Grigny et Givors adhèrent

au Grand Lyon.

En effet, entre autres avantages, la possibilité d'accéder aux transports en Commun Lyonnais (TCL) résoudrait de manière très sensible un problème avec lequel des générations entières de Grignerots ont dû composer tant bien que mal. Qui pourrait, objectivement, contester les avantages que lycéens, étudiants, salariés trouveraient à pouvoir utiliser, à moindre coût, les services des TCL ?

Peut-être certaines personnes dont la mauvaise foi est solidement chevillée au corps ou qui, ne prenant que rarement le train ou le bus, n'ont que faire de ces petites considérations domestiques.

LA RÉDACTION

UNE FOULE IMMENSE

Près de quatre cents personnes se sont déplacées pour la traditionnelle cérémonie des vœux du maire et de la municipalité à la population ce lundi 3 janvier.



Certains ont annoncé le chiffre de 400 personnes, ce qui serait une grande première à Grigny lors de la présentation des vœux. Il demeure que le public a été très nombreux à répondre à l'invitation du Maire et de la municipalité.

Lors de son intervention, René Balme n'a pas manqué de mettre en opposition l'affolement médiatique qui a suivi le raz de marée en Asie du Sud-Est et le silence écrasant des médias sur d'autres catastrophes humanitaires, décidées par l'homme celles-là. Il a rappelé le million de morts du génocide rwandais et les centaines de milliers de victimes innocentes tombées dans les conflits de par le monde en 2004 et notamment en Irak.

L'avenir du monde et la survie de l'humanité ont été très présents dans l'intervention humaniste du maire qui a rappelé que « la politique, ce n'est ni une tare, ni une maladie honteuse, c'est ce qu'il y a de plus noble quand c'est fait avec honnêteté et conviction et quand sa finalité consiste à se mettre au service de l'être humain, de la collectivité, de l'intérêt général ». Invitation faite à l'ensemble des citoyens pour qu'ils se saisissent de leur destinée en s'investissant dans les affaires publiques.

Les différents projets locaux à venir ont été mis en avant. Ils sont nombreux et participent à la diversification de l'habitat et de la population tout en donnant à Grigny une image large-

ment positive au sein de l'agglomération lyonnaise.

Et à ce propos, le maire rappelait qu'il allait falloir répondre à la main tendue par Gérard Collomb et, après avoir consulté largement les Grignerots, donner notre réponse pour ce qui est de l'adhésion au grand Lyon (Voir notre édition de décembre 2004).

René Balme concluait son intervention en proposant de faire en sorte que cette nouvelle année soit « légèrement plus belle, légèrement plus généreuse, légèrement plus pacifique », et d'ajouter : « et si nous ne le faisons pas pour nous, faisons le pour nos enfants et nos petits-enfants ».

LA RÉDACTION

CONTACTS :
Cabinet du Maire
Hôtel de Ville
69520 Grigny
www.grigny69.com
rbalme@sitiv.fr
0472495234

LE SERVICE PUBLIC

Il aura fallu trois ans au gouvernement Raffarin pour réaliser ce que Margaret Thatcher avait mis dix ans à mettre en œuvre. Si l'on peut dire que la droite française a tiré toutes les leçons des obstacles rencontrés, à l'époque, pour libéraliser l'ensemble des services publics britanniques, il y a lieu de constater que, ni la gauche, ni les syndicats ouvriers n'ont su anticiper et faire face à l'ampleur du massacre. Et pour s'être laissé entraîner essentiellement sur le terrain des revendications catégorielles, au détriment de l'action nationale, le bilan est très lourd et la déception immense.

POUR L'ÊTRE HUMAIN

La division, c'est le bras armé du capital. Le mécontentement est un fond de commerce comme un autre que certains se sont appropriés, portés par la vague altermondialiste, tout en se défendant de faire de la politique. Résultat : les syndicats se vident et Sellière compte ses points.

TROP DE FONCTIONNAIRES

Cette rengaine que nous servent Raffarin et Sellière, semble de moins en moins faire recette. Chacun, à son niveau, fait la douloureuse expérience du résultat de baisse des effectifs dans la fonction publique. Moins de fonctionnaires, c'est moins de services rendus, moins de proximité dans les administrations. C'est plus de répondants vocaux, des attentes interminables aux guichets de La Poste, de l'ANPE, de la Sécu, etc. Et c'est, aussi, des services qui ne sont plus rendus ou partiellement. Sur Grigny, un exemple concret est le retard accumulé par la DDE pour l'instruction des permis de construire, c'est la diminution du nombre d'enseignants et de surveillants au collège, c'est la limitation du nombre d'enfants en maternelle, c'est la suppression des emplois jeunes, etc.

LES CONSÉQUENCES

Diminuer les fonctionnaires c'est diminuer les services rendus au plus grand nombre et c'est pousser les usagers vers le secteur privé pour les amener à payer au prix fort

la prestation, c'est encourager le secteur privé à se positionner sur des services qui doivent rester de la compétence de la collectivité soit parce qu'ils correspondent à un souci de traitement égalitaire : la distribution du courrier, la livraison du courant électrique ; soit parce que les usagers ou les citoyens l'ont décidé, dans le cadre d'un programme municipal notamment.

PUBLIC PLUS CHER QUE PRIVÉ ?

A force de marteler que les fonctionnaires seraient, par définition, des fainéants doublés de grévistes chroniques, l'idée a fait son chemin. Chacun est donc persuadé que le passage d'un service au privé va lui donner une efficacité plus grande au service des usagers. C'est oublier que l'unique raison d'exister du privé est de réaliser des bénéfices pour nourrir ses actionnaires. Pour y arriver il emploiera trois moyens efficaces : suppression d'emplois, augmentation des tarifs, diminution du service offert et de la maintenance de son patrimoine. L'exemple des chemins de fer britannique est le cas d'école le plus généralement cité : l'Etat britannique a



Photo : le Citoyen

été obligé de reprendre une partie du réseau ferré qui était dans un tel état de délabrement qu'il devenait dangereux pour les usagers. Le privé ne coûte donc pas moins cher à la société, donc au contribuable, bien au contraire, puisqu'il génère du chômage et des coûts induits importants pour la société.

UNE STRATÉGIE BIEN PENSÉE

Le trio Sellière-Raffarin-Chirac met en oeuvre une politique de privatisation pensée et préparée par les pouvoirs successifs depuis très longtemps. Il y a à droite comme chez les sociaux-démocrates une obsession constante à mettre la chose

politique au service des grands groupes et des multinationales, soit en leur offrant les unes après les autres les grandes entreprises publiques, soit en démantelant les services publics essentiels pour générer la pénurie et permettre à la sphère privée de se positionner sur des marchés juteux. Ainsi se crée un monde à deux vitesses où les plus riches peuvent avoir accès, en payant le prix fort, à certains services tandis que les pauvres ou les moins fortunés doivent se contenter d'une offre de services obsolète ou se serrer la ceinture. C'est le cas des hôpitaux, notamment, avec la pénurie organisée d'infirmières et

de personnel ; c'est malheureusement le cas dans l'éducation nationale avec des classes surchargées, un manque chronique de moyens, de professeurs et de surveillants qui conduisent à des situations de plus en plus tendues. C'est le cas dans les transports en commun où l'offre est loin de correspondre à l'attente de la population (voir page 2).

Le problème, et qui risque d'en faire réagir plus d'un, c'est que les classes moyennes commencent à être touchées et réalisent que ça n'arrive pas qu'aux autres ! (1)

René BALME

(1) Lire, aussi page 4, les propos tenus par Renaud Dutreil, Ministre de la fonction publique.

ILS DISENT LEUR ATTACHEMENT AU SERVICE PUBLIC



Daniel Royer
Elu local
Retraité EDF

Les salariés EDF qui ont voté OUI à Maastricht en 1992 au nom de l'Europe des peuples s'en mordent les doigts aujourd'hui, devant le démantèlement organisé de l'entreprise EDF.



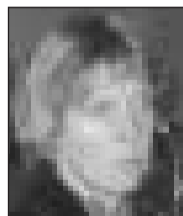
Hervé Anastasie
Cheminot

La politique de la SNCF prouve qu'elle n'a plus le souci de l'efficacité sociale mais que son seul objectif est la disparition du statut des cheminots et du service public ferroviaire.



Bernadette Aubert
Enseignante

Le projet de budget 2005 va à l'encontre des intérêts des enseignants et de leurs élèves. un exemple : pour la rentrée 2005, 700 postes sont créés pour 45 000 nouveaux élèves.



Béatrice Rollat
Parent d'élèves

Le projet Fillon, c'est une école à plusieurs vitesses qui veut former ses élèves à être de simples exécutants pour le patronat plutôt que des citoyens capables de discernement.



Dominique Coeur
Syndicaliste

La fonction publique territoriale est le dernier service public de proximité. Il est le ciment qui permet encore un « vivre ensemble » harmonieux là où l'Etat s'est désengagé.

La privatisation

– **L'OUVERTURE DU CAPITAL** : première étape d'une privatisation annoncée, elle permet à des personnes structurées ou non d'acheter une partie du capital sous forme d'actions.

– **LE PRIX A PAYER** : les actionnaires ont des exigences de rémunération de leur placement de l'ordre de 15% environ. Ce qui veut dire que l'entreprise est obligée de dégager, chaque année, une marge bénéficiaire supplémentaire, au détriment de l'investissement, du service rendu et en faisant payer plus cher ses prestations.

– **L'EXEMPLE ANGLAIS** : Les chemins de fer britanniques, privatisés par Thatcher ont été vidés de leur substance pour rémunérer les actionnaires. Ils sont dans un tel état de délabrement que l'Etat Britannique a été contraint d'en racheter une partie pour leur permettre de fonctionner... normalement.

– **CONCLUSION** : rien ne justifie, si ce n'est l'appât du gain et les cadeaux faits aux banques, cette volonté exprimée par la droite et Sellière de vouloir privatiser quelque service que ce soit.

en France

GAGNER LE NON

2005 sera pour les communistes une année de lutte contre l'offensive ultra libérale de la droite. Salaires à la baisse, casse des services publics, du code du travail, du système de santé, des retraites, privatisations, délocalisations, abolition des 35 heures... La liste s'allonge chaque jour tandis que se multiplient les cadeaux aux actionnaires des très grandes entreprises et que les profits explosent. Un autre monde est possible : un monde où l'économie est conçue pour répondre aux besoins, où les progrès technologiques sont utilisés dans l'intérêt des salariés et non contre eux, où l'on choisit la solidarité plutôt que les inégalités. De ce point de vue, 2005 sera une année très importante : celle de la victoire du NON au référendum sur le projet Giscard de Constitution Européenne. Car si nous voulons un autre monde, une autre société, il nous faut une autre Europe. Gagner est possible car il devient de plus en plus clair que le choix n'est pas entre partisans et adversaires de l'Europe, mais entre une Europe de gauche et une Europe de droite. Si ce projet était adopté il nous imposerait pour très longtemps une véritable camisole libérale à tous les peuples d'Europe. Il faut faire gagner le NON, pour que cette victoire ouvre enfin la possibilité d'une Europe sociale, démocratique et de paix.

Daniel Royer

ÉDIFIANT MÉPRIS MINISTÉRIEL

Propos tenus par Monsieur Renaud DUTREIL, Ministre de la Fonction Publique, le 20 octobre 2004 lors d'un déjeuner débat organisé par la Fondation CONCORDE à Paris, un club appartenant à la droite ultra-libérale. (*)

Le mépris montré pour le service public et les agents qui le servent ou qui l'ont servi est édifiant ! Sans la rigueur professionnelle de deux journalistes indépendants, cette intervention ne se serait jamais « échappée » hors du sérail. Florilège : « Les retraités de la Fonction Publique ne rendent plus de services à la nation. Ces gens là sont inutiles, mais continuent de peser très lourdement. La pension d'un retraité, c'est presque 75% du coût d'un fonctionnaire présent. Il faudra résoudre ce problème » [...] « A l'heure actuelle, nous sommes un peu méchants avec les fonctionnaires. Leur pouvoir d'achat a perdu 4,5 depuis 2000 ». « Comme tous les hommes politiques de droite, j'étais impressionné par l'adversaire. Mais je pense que nous surestimons considérablement cette force de résistance. Ce qui compte en France, c'est la psychologie, débloquer tous ces verrous psychologiques ». [...] « Le grand problème de l'Etat, c'est la rigidité de sa main-d'œuvre. Pour faire passer un fonctionnaire du premier au deuxième étage de la place Beauvau, il faut un an. Non pas à cause de l'escalier (rires dans la salle), mais des corps. Il y a 1 400 corps, 900 corps vivants, 500 corps morts [rires], comme par exemple l'administration des Télécoms. Je vais les remplacer par cinq filières professionnelles, qui permettront la mobilité des ressources humaines : éducation, administration générale, économie et finances, sécurité sanitaire et sociale. Si on ne fait pas ça, la réforme de l'Etat est impossible. Parce que les corps abritent les emplois inutiles ». [...] « C'est sur l'Education Nationale que doit peser l'effort principal de réduction des effectifs de la fonction publique. Sur le 1,2 million de fonctionnaires de l'Education Nationale, 800 000 sont des enseignants. Licencié dans les back office de l'Education Nationale, c'est facile, on sait comment faire, avec Eric WOERTH (secrétaire d'Etat à la Réforme de l'Etat) : on prend un cabinet de conseil et on change les processus de travail, on supprime quelques missions. Mais pour les enseignants, c'est plus délicat. Il faudra faire un grand audit ». [...] « Le problème que nous avons en France, c'est que les gens sont contents des services publics. L'hôpital fonctionne bien, l'école fonctionne bien, la police fonctionne bien. Alors il faut tenir un discours, expliquer que nous sommes à deux doigts d'une crise majeure – c'est ce que fait très bien Michel CAMDESSUS – mais sans paniquer mes gens, car à ce moment là ils se recroquevillent comme des tortues ».

(*) Source : *Charlie Hebdo* du 27 octobre 2004

LA GUEULE DE BOIS DE LA FRANCE D'EN BAS

Un parlementaire, vieux routier de la politique et observateur averti de celle-ci, relève qu'en deux ans, le gouvernement Raffarin a fait autant de dégâts que Margareth Thatcher, de triste mémoire, en dix ans outre-Manche (Lire page 3). On a les modèles qu'on peut... La Dame de fer a mis en miette le chemin du même nom dans son pays et a littéralement déglingué le système de santé anglais, cette femme donc qui venait de nulle part a imposé une méthode, musclée cela va de soi, inventant un système qui porte désormais son nom. Quid de la France ? L'histoire ne retiendra pas seulement, hélas, les raffarinades du seigneur du Poitou Charente, du genre « la route est droite mais la pente est rude », « Le vacarme des mots masque le vide de la pensée », « L'opposition frontale est une opposition brutale », « Le socialisme régional, c'est le socialisme fiscal ». L'homme qui a su brillamment vendre, dans une autre vie, une marque de café, n'en peut plus de se saouler de la profondeur de ses pensées. Celui qui aime la France d'en bas a le phrasé simple des gens simples. Ainsi, il regretta face à la presse la tendance à *l'acédie* (1) qu'aurait François Bayrou, ci-devant agrégé de lettres, qui ignorait le sens de ce mot. Le recours à une solide encyclopédie éclaira ce dernier sur la nature du mal. Près du peuple, Raffarin s'est acharné avec un beau zèle sur le régime des retraites, foule au pied les 35 heures, s'assoit sur notre système de sécurité sociale, etc. Cela dit, ce fin lettré n'est « que » premier ministre et à ce titre, exécutif des basses œuvres décidées, voulues et exigées par son supérieur hiérarchique. La sympathique marionnette des Guignols du soir est, le reste de la journée, le chef de guerre de la droite dure, radicale, sans doute la droite la plus « libérale », la plus cynique que la France n'ait jamais connue au cours de ces 50 dernières années. Il ne faut pas désespérer Billancourt, déclarait Jean-Paul Sartre. L'amateur de *Desperado* se soucie lui comme d'une guigne du sort des désespérés français. Et lorsqu'il boit, c'est la France qui trinque. Santé ?

AMZEK

(1) *l'acédie* est « un mal de l'âme qui se rattache à la tristesse et à la désolation spirituelle. C'est une sorte de dépression d'ordre spirituel, s'exprimant par l'ennui, le dégoût, l'abattement, qui enlève à l'âme qui en souffre son élan, son enthousiasme et même son intérêt pour les choses spirituelles ». Il fallait oser, Raffarin l'a fait !

plus près

LE TÉLÉPHONE SONNE

Un abonnement plus cher et des communications à la baisse. Voilà une bonne affaire vont se dire certains ! Sauf qu'en guise de cadeau, c'est France-Télécom qui va se remplir la besace. En effet, il n'est pas besoin d'être grand économiste pour savoir qu'avec le boom des téléphones portables, les communications, via le poste fixe sont en dégringolade. Ce n'est donc pas sur ce poste que FT va faire du beurre. Par contre, augmenter l'abonnement qui est, à ce jour, quasi obligatoire va permettre à l'opérateur historique d'empocher 1,5 milliards d'euros. Quant à la baisse du tarif des communications, il ne s'agit que d'une anticipation qui ne doit rien à la générosité du PDG de France télécom. L'Autorité de régulation des télécom (ART) et la concurrence avaient déjà fait le boulot à sa place.

INEGALITÉS SCOLAIRE !

Avec la décentralisation qui met à mal l'égalité de l'école selon les régions où l'on habite, la loi FILLON accentue les inégalités. Et ce n'est pas le CIRE (contrat individuel de réussite éducative) proposé aux enfants en difficultés qui permettra à ces derniers de sortir de la spirale de l'échec puisque seul le socle commun (lire, écrire, compter) pourra être renforcé. Le retour à l'alternance professionnelle dès la cinquième recréera, sans aucun doute, un collège à plusieurs vitesses. Il est encore temps, aujourd'hui, de dire que ce n'est pas de cette école-là dont nos enfants ont besoin et de se battre contre ces attaques incessantes que subissent nos services publics.

Béatrice ROLLAT

LES VŒUX DE L'UMP

L'UMP locale, qui se cache derrière l'association « Grigny d'Abord » à présent, dans la plus grande confidentialité, ses vœux... à l'UMP et à ses sympathisants. Ce fut une fois de plus l'occasion pour MM. Chipier et Odo de déverser leur fiel contre la municipalité et plus particulièrement le maire René BALME qui, selon eux, même une politique d'extrême-gauche (Sic). Si s'opposer aux expulsions, aux coupures d'électricité, ou rassembler, au niveau national, des élus de toute tendance pour s'opposer à la dictature économique imposée par l'OMC, ou créer les conditions pour que Grigny offre un parcours localif et d'accession à la propriété le plus complet possible c'est être d'extrême-gauche, alors l'opposition est dans le vrai. La question que devrait plutôt se poser MM. Odo et Chipier est : pourquoi la ville de Grigny réussit beaucoup mieux que les communes environnantes ? Au lieu de cela, la doublette UMP se complait à ressasser sa haine, à peine voilée, de tout se qui se situe à gauche de l'UMP et éprouve une jouissance malactive à chaque fois que la ville doit faire face à une difficulté, quelle qu'elle soit. Tout un programme !

SYNDICALISTES EN PANNE

Comment peut-on être syndicaliste attaché à la défense des grands acquis sociaux, respectueux de l'histoire, défendre le service public avec acharnement et avoir des états d'âme face au projet de constitution européenne ? C'est la question que se posent, de plus en plus nombreux, un certain nombre de militants de la CGT qui comprennent de moins en moins les hésitations de la grande centrale historique. On dit qu'il y aurait des partisans du *oui* dans ce syndicat, jadis qualifié comme étant la courroie de transmission du PCF ! Les temps changent donc, mais pas de la meilleure manière qui soit car vouloir défendre les intérêts des travailleurs et des cadres suppose aussi un peu plus de cohérence et d'honnêteté intellectuelle. La constitution européenne est une arme contre les intérêts des travailleurs, un point c'est tout. Et être pour ou ne pas se prononcer c'est accepter le libéralisme et ceux qui le produisent.

UN MARCHÉ CONVIVIAL

Si vous êtes adepte de produits du terroir ou de légumes en provenance directe du producteur, **Le CITOYEN** vous invite à vous rendre au marché du dimanche matin dans le centre historique de Grigny. Vous y découvrirez un marché à taille humaine, convivial et offrant des produits de grande qualité. Notez, par ailleurs qu'il existe trois marchés sur le territoire de la commune : le mardi matin au Jayon et les jeudis et dimanches matins dans le centre historique, place Jean Jaurès.

Adhésion

L'adhésion à l'association est de 15 euros par an et comprend l'abonnement au mensuel **Le CITOYEN**.

Nom : _____ Prénom : _____ Code postal : _____

Adresse _____ Ville : _____

Envoyez ce coupon accompagné de votre règlement à : **Le CITOYEN** BP 40027 69520 Grigny. Chèque à l'ordre de Association **Le CITOYEN**.

LE CITOYEN

Directeur de la publication :
Association Le Citoyen.
Rédacteur en chef : René BALME
Comité de rédaction : R. Balme,
C. Chevillard, A. Dartois, C. Goubert,
J. Pandolfi, D. Royer, G. Richon,
M. Vaissière, G. Verzier,
Photographies : Le Citoyen

Imprimerie : Savoy Offset
Contact : Le Citoyen BP 40027 Grigny
69520. Tél : infos@le-citoyen.org
Prix au N° : 1 euro
Abonnement : 11 N° : 10 euros
N° ISSN en cours.
Dépôt légal à parution.
N° 03, février 2005.